

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**  
**PARTI SAHWANYA-FRODEBU**  
**SECRETARIAT GENERAL**  
**B.P. 6228 BUJUMBURA**  
**TEL : 24 35 45 - G.S.M. 822193**  
**E-MAIL : frodebu [leg@cbinf.com](mailto:leg@cbinf.com)**  
**BUJUMBURA-BURUNDI**

## **DECLARATION N°004/2001 DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU**

Ce samedi 24 mars 2001, le Comité Directeur National du Parti SAHWANYA-FRODEBU, élargi aux Parlementaires, aux Ministres et aux autres Cadres issus du Parti, a tenu une réunion extraordinaire à la Permanence Nationale du Parti SAHWANYA-FRODEBU, sous la direction de l'Honorable Augustin NZOJIBWAMI, Président et Représentant Légal du Parti SAHWANYA-FRODEBU.

A l'ordre du jour étaient inscrits entre autres points : l'analyse des résultats de la dernière session des signataires de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi ainsi que les conclusions de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies de ce 20 mars 2001 sur la situation politique au Burundi.

A l'issue de cette réunion, le Comité Directeur National a fait les constats suivants :

1. Au cours de la session des signataires du 18 au 20 mars 2001, il y a eu tentative de l'équipe de l'ancienne Facilitation d'humilier le Burundi en réclamant avec une légèreté, on ne peut plus écœurante, les noms du Président, du Vice-Président de la République ainsi que ceux des membres du Gouvernement sans tenir compte ni des procédures élémentaires relatives à la mise en place de si hautes Institutions ni du contenu de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi ni du Règlement Général des Négociations inter-burundaises de Paix.
2. Certains politiciens burundais ont tenté une escroquerie politique en voulant forcer la mise en place des Institutions à Arusha en violation flagrante de l'Accord d'Arusha et du Règlement Général des négociations.
3. La tentative de la mise en place des Institutions de transition avant le cessez-le-feu sans tenir compte des différents arguments et protestations tant pertinents que judicieux des autres signataires.
4. La poursuite de l'ethnisation à outrance de la société burundaise en faisant croire que seul le G10 (Tutsi) élira le Président et le G7 (Hutu) élira le vice-président.
5. La partialité de l'équipe de l'ancienne Facilitation dans la direction des séances en n'accordant la parole qu'aux signataires « Commissionnaires ».
6. La prise de connaissance du rapport sur les conclusions de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies (tenue à huit clos ce 20 mars 2001) sur la situation au Burundi.

Fort de ces constats, le Comité Directeur National du Parti SAHWANYA-FRODEBU porte à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit :

1. Dénonce la tentative de spoliation de la Souveraineté et de l'Indépendance Nationales par l'équipe de l'ancienne Facilitation en voulant mettre sur pied des Institutions de transition sur un sol étranger et sans aucune procédure légale.
2. Dénonce la tentative de putsch contre l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, perpétrée par l'équipe de l'ancienne Facilitation et certains signataires de l'Accord, au sein desquels les commissionnaires de cette même équipe. En tentant désespérément de passer outre l'Accord et le Règlement Général des Négociations pour forcer de mettre à tout prix en place, le Président, le Vice-Président et le Gouvernement à Arusha par une poignée d'individus non mandatés par le peuple burundais, cela ne constitue ni plus ni moins qu'un putsch contre l'Accord.
3. Félicite les patriotes qui se sont opposés à ce hold up politique.
4. Met en garde tous les politiciens qui voudraient mettre en avant le partage des postes de responsabilité, à l'instar de la Convention de Gouvernement de 1994, avant le cessez-le-feu.
5. Considère que l'escroc de NDAYIZEYE Domitien est un candidat de Marc BOMANI et de quelques « Commissionnaires » de l'ancienne Facilitation en difficulté du fait de la fin d'ARUSHA.
6. Les Institutions qui seront mises en place à Arusha en violation de la Souveraineté et de l'Indépendance Nationales seront combattues sans merci.
7. Déploire et condamne énergiquement l'ethnisation à outrance de la société burundaise par l'institutionnalisation du G7 Hutu et du G10 Tutsi par l'équipe de l'ancienne Facilitation. Cela ne fait qu'accréditer la thèse des élections ethniques et consacrer la négation de la nation burundaise. Les Hutu comme les Tutsi ne se sont jamais réunis pour mandater le G7 et le G10 pour les représenter à ce titre. Les 17 individus ne représentent qu'eux-mêmes.
8. En voulant affaiblir à mort le Gouvernement actuel dans un contexte de guerre civile, les signataires qui ont tenté de faire un putsch contre l'Accord de Paix avec l'aide de l'ancienne Facilitation porteront la responsabilité exclusive des conséquences de leur geste insensé et irréfléchi.
9. Se félicite des conclusions de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies tenue le 20 mars 2001 sur la situation au Burundi surtout en ses points 2 et 3.
10. Interpelle les belligérants pour déposer immédiatement les armes et rejoindre les autres Burundais à la table des négociations.
11. Encourage le Vice-Président sud-Africain S.E. Jacob ZUMA dans sa démarche dans la recherche de la paix au Burundi et considère que c'est le début de rendre les négociations inclusives et directes pour donner à l'Accord de Paix toutes les chances d'asseoir la paix au Burundi. Par ailleurs, c'est par-là qu'il aurait fallu commencer. Au demeurant, l'identification des vrais protagonistes au conflit burundais devra être l'autre étape incontournable étant donné que les commissionnaires n'ont négocié que leurs postes de responsabilité.

12. Demande au Gouvernement de ne pas se laisser distraire et de gouverner, c'est-à-dire, entre autres, protéger toute la population, secourir les sinistrés de guerre, amener sans désespérer les négociations sur le cessez-le-feu, l'Etat de droit et la transition. En effet, le Gouvernement est le premier comptable de la situation devant le peuple burundais et à ce titre, il doit veiller aux comportements chancelants et aux déclarations mi-figue, mi-raisin de certains membres en son sein afin de rester avec une équipe cohérente à même de conduire le peuple à bon port en cette période décisive et difficile de son histoire.
13. Demande au Gouvernement, à toutes les forces vives de la nation et à toute la population burundaise de s'opposer vivement à tout acte de déstabilisation et/ou de sabotage du Processus de Paix et les exhorte de rester sereins, vigilants et de s'atteler au travail pour combattre la misère et la faim.
14. Le Comité Directeur National du Parti SAHWANYA-FRODEBU ne ménagera aucun effort, pour aider à la recherche de la Paix, la Réconciliation et la Démocratie.
15. Le Comité Directeur National du Parti SAHWANYA-FRODEBU remercie le Facilitateur Nelson MANDELA, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Vice-Président Sud-Africain S.E. Jacob ZUMA et toutes les personnes de bonne volonté pour leur contribution louable dans la quête de la Paix au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 24/03/2001

Pour le Parti SAHWANYA-FRODEBU,

Denis NSHIMIRIMANA,

Porte-Parole Nationale.